

Elections européennes

Etude *Harris Interactive / Le Parisien/Aujourd'hui en France*

Enquête réalisée en ligne du 12 au 14 mai 2014. Echantillon de 1 429 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

*_**

Dans la perspective des prochaines **élections européennes**, Harris Interactive a réalisé pour *Le Parisien/Aujourd'hui en France* une enquête auprès d'un échantillon représentatif de Français. Cette étude avait pour objectifs **de dresser un état des lieux des représentations des Français à l'égard de l'Union Européenne**, de mettre au jour **le jugement qu'ils portent sur l'action** de cette dernière et, dans ce contexte, de **mesurer la manière dont ils appréhendent le scrutin du 25 mai**.

Que retenir de cette enquête ?

- L'Union Européenne représente avant tout, pour les Français, **un espace de libre circulation des biens (82%) et des personnes**, que ce soit pour voyager ou travailler (85%), quand **seuls 36% et 29% respectivement lui associent « prospérité économique » et la « protection sociale »**.
- 84% reconnaissent que l'Europe est une bonne idée (contre 16%) ; jusqu'à 43% des sympathisants du Front National ne sont pas en accord avec cette assertion. Toutefois, dans la pratique, plus **de 7 Français sur dix estiment que cette idée n'est pas bien appliquée** actuellement.
- Les Français se montrent extrêmement **divisés s'agissant des bénéfices que la France peut potentiellement tirer de son appartenance à l'Union**. Si 38% d'entre eux estiment que le pays gagne à en faire partie, 27% pensent qu'elle y perd. Plus d'un tiers ont une opinion neutre. Dans ce contexte,

39% souhaitent que les pouvoirs de l'UE soient amoindris pour redonner davantage de latitude aux Etats, contre 26% qui souhaitent qu'ils soient renforcés. Un tiers plaide pour le maintien de la répartition actuelle.

- **73% des Français sont favorables à ce que la France reste dans l'Euro, contre 26% qui souhaitent qu'elle en sorte**, proportion qui reste largement minoritaire mais qui progresse de 10 points en 2 ans¹.
- **Pour 2/3 des Français, l'Union Européenne est une construction « artificielle »**, regroupant des états membres qui ne partagent pas vraiment des valeurs, des modes de vie, des systèmes politiques, contre 33% seulement qui partagent un point de vue contraire.
- **Le décalage observé entre ce qui est prioritairement attendu par les Français, et ce dont l'Union Européenne semble à même de se saisir actuellement contribue inévitablement à alimenter le scepticisme voire la défiance des Français à l'égard de cette institution.** Seule l'action menée au niveau européen en matière de droits de l'homme apparaît à la fois comme étant importante et satisfaisante.
- **Les Français placent en tête de leur motivation de vote l'emploi (50% des citations), devant la protection sociale (38%), l'économie (37%) et dans une moindre mesure les déficits, dettes publiques (29%).** Si l'immigration émerge également comme un déterminant de vote important (31%), ce thème apparaît toutefois comme plus secondaire au regard du poids des dimensions économiques et sociales et des attentes qu'elles cristallisent.
- **Un Français sur deux indique qu'il votera avant tout en fonction d'enjeux nationaux contre 49% qui le feront au regard d'enjeux européens.** 30% des électeurs ont l'intention d'exprimer leur insatisfaction à l'égard de François Hollande et du gouvernement à l'occasion de ce scrutin, soit plus 10 points par rapport à ce que l'on mesurait lors des récentes élections municipales.

¹ Enquête Harris Interactive pour M6/ MSN / RTL, 2012.

1. Un rapport ambivalent à l'Europe...

La façon dont les Français se représentent l'Europe s'articule **autour de plusieurs dimensions** qui se répartissent assez naturellement entre d'une part **ce qui est perçu comme des forces ou éléments de satisfaction** et d'autre part comme **des faiblesses ou éléments de crispation qui contribue à dégrader son image**.

Pour plus de 8 Français sur dix, l'Union Européenne représente avant tout **un espace de libre circulation des biens (82%) et des personnes**, que ce soit pour voyager ou travailler (85%). Si la **diversité culturelle** est également fortement associée à l'Union Européenne (73%), cet espace induit également pour de nombreux Français une perte des identités nationales (45%). Deux autres dimensions, toutefois moins consensuelles que les précédentes, émergent également positivement et à des niveaux élevés : ainsi pour une majorité de Français, l'Union Européenne **symbolise également la paix (69%) et la démocratie (59%)**.

Parallèlement à ces aspects positifs, émergent **d'autres dimensions constitutives de l'image** de l'Union Européenne aux yeux des Français **qui viennent fortement nuancer les précédentes**. Elles concernent très largement les capacités perçues de l'Union à agir sur le plan économique et social. Seuls 36% et 29% respectivement lui associent « prospérité économique » et la « protection sociale ». **Cette incarnation économique** se décline au plan international (à peine plus d'un Français sur deux voit en l'Union Européenne un symbole de puissance sur la scène internationale) et quand elle existe, renvoie en premier lieu **au libéralisme**.

Enfin, l'Union Européenne est perçue par les Français comme **une instance lourde et contraignante** : pour 76% des Français elle représente la bureaucratie, des contraintes sur les politiques nationales (66%) ou encore une limite trop importante à la souveraineté nationale (49%).

Au-delà de ces représentations, quels jugements les Français portent-ils sur l'Union Européenne, quel bilan dressent-ils de l'appartenance de la France à l'Union et plus largement y sont-ils toujours favorables ?

Sur le principe, une large majorité de Français adhère au principe de l'Europe. 84% reconnaissent que l'Europe est une bonne idée contre 16% qui rejettent cette idée, jusqu'à 43% au sein des sympathisants du Front National. Toutefois, dans la pratique, plus **de 7 Français sur dix estiment que cette idée n'est pas bien appliquée** actuellement, sentiment répandu majoritairement d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, y compris auprès des proches de partis parmi les plus « *Europhiles* » (seulement 15% des proches d'EELV jugent positivement la manière dont cette idée est mise en œuvre actuellement).

Cette réserve amène les Français à se montrer extrêmement **divisés s'agissant des bénéfices que la France peut potentiellement tirer de son appartenance à l'Union. Si 38% d'entre eux estiment que la France gagne à en faire partie, 27% pensent qu'elle y perd.** Plus d'un tiers ont une opinion neutre.

Si un clivage socio-démographique existe (les hommes plus que les femmes, les catégories aisées plus que les catégories modestes et enfin les électeurs de la circonscription Ile-de-France, soit des segments connus comme étant plus favorables à l'Europe que la moyenne), l'appréciation de l'intérêt de la France à faire partie de l'Union varie surtout **en fonction de la proximité politique.** Les personnes proches du parti socialiste et du centre sont plus enclines à reconnaître l'opportunité pour la France de faire partie d'un tel ensemble, même si une partie non négligeable d'entre elles (1/3 environ) ne perçoit pas d'effets qu'ils soient positifs ou négatifs. Dans une moindre mesure, les sympathisants de droite perçoivent également un avantage à cette appartenance quand les extrêmes partagent une opinion inverse, 38% des proches du Front de gauche et 70% de ceux du FN ayant le sentiment que la France est perdante.

Autre indicateur de la frilosité des Français à l'égard de l'Europe, **ces derniers se montrent peu enclins à souhaiter que les pouvoirs de l'Union Européenne soient** renforcés au détriment de ceux dont disposent les états membres (26%). **39% souhaitent au contraire que ces pouvoirs soient amoindris** pour redonner davantage de latitude aux Etats quand un tiers plaide pour le maintien de la répartition actuelle.

Ces aspirations varient naturellement fortement en fonction de la sympathie partisane des personnes interrogées. Aux extrémités de l'échiquier politique, une majorité des proches du Front de gauche (55%) et du Front national (64%) attendent que les pouvoirs de l'UE soient amoindris. A l'inverse, les sympathisants d'EELV et du centre, souhaitent que les pouvoirs de l'UE soient renforcés. Enfin, on relève une division plus importante auprès des partisans des deux grands partis de gouvernement, attestant de positions moins marquées, ou du moins, moins consensuelles à l'égard de l'Europe au sein de ces segments.

Pour autant et en dépit de toutes les réserves qu'elle suscite, 73% des Français sont favorables à ce que la France reste dans l'Euro, contre 26% qui souhaitent qu'elle en sorte. Cette proportion qui reste largement minoritaire est toutefois loin d'être négligeable, et tend à progresser de manière très nette au cours des deux dernières années : 14% partageaient cette opinion en 2012, selon une enquête Harris Interactive réalisée pour M6/ MSN / RTL en 2012, soit +12 points.

Dans le détail, seuls les sympathisants du Front National sont partisans d'une sortie de l'Euro (73%), proportion qui reste très minoritaire au sein des autres partis, sensiblement plus élevée au sein des proches de l'UMP (18%) et surtout de ceux du Front de gauche (32%).

2. Une Europe sans âme

Pour 2/3 des Français, l'Union Européenne est une construction « artificielle », regroupant des états membres qui ne partagent pas vraiment des valeurs, des modes de vie, des systèmes politiques, contre 33% seulement qui partagent un point de vue contraire. Cette perception d'absence d'unité au sein de l'Union est particulièrement répandue au sein des franges traditionnellement hostiles à l'Europe (82% chez les sympathisants du Front de Gauche, 91% chez ceux du Front National), majoritaire également mais dans une moindre mesure chez les proches de l'UMP (61%). Les sympathisants du PS et du centre se montrent plus divisés sur cette question (47% et 49% respectivement pensent que cette construction a du sens contre 53% et 51% qu'elle est artificielle) quand seuls les partisans d'EELV s'accordent à penser qu'il existe une véritable identité européenne (73%).

De nombreuses critiques émergent spontanément à l'égard de l'Union Européenne, contribuant inévitablement à nourrir ce sentiment d'un déficit d'unité et la crainte, voire l'opposition à un élargissement de cet ensemble (seuls 20% des Français se déclarent favorables à l'accueil au sein de l'Union de nouveaux pays contre 79% qui s'y opposent dont 45% fermement).

L'Union Européenne est perçue comme « *trop grande, trop élargie, comportant trop de pays membres* ». Cette absence d'intégration, ce manque d'unité, se manifeste également à travers l'idée d'une Europe ressentie comme « *trop lointaine, disparate, porteuse d'inégalités* ». Enfin, elle semble condamnée à une action peu efficace, jugée peu opérationnelle car « *trop lourde, rigide* », régie par « *trop de contraintes, de contrôles, de lois, de normes, de technocrates et de fonctionnaires* ».

Pour pallier ce déficit, cette distance, et redonner de l'épaisseur à cet ensemble, les Français se disent favorables à la création d'un poste de ministre de l'Economie et des Finances de l'Union Européenne (66% dont 22% tout à fait favorables), 65% (dont 27%) à l'élection d'un Président de l'Union européenne au suffrage universel direct et une proportion équivalente à la mise en place d'une armée européenne (65% dont 24% tout à fait).

3. Une Europe faisant bien ce qui n'est pas essentiel aux yeux des Français

Le croisement des attentes des Français à l'égard de l'Union Européenne et du regard porté par ces derniers sur ce que l'Union fait actuellement montre que cette dernière ne parvient pas à intervenir de façon satisfaisante dans des domaines cristallisant pourtant de fortes attentes de la part des citoyens. **Le décalage observé entre ce qui est prioritairement attendu par les Français, et ce dont l'Union Européenne semble à même de se saisir actuellement contribue inévitablement à alimenter le scepticisme voire la défiance des Français à l'égard de cette institution.** Seule l'action menée au niveau européen en matière de droits de l'homme apparaît à la fois comme étant importante et satisfaisante.

Si les attentes des Français à l'égard de l'Union Européenne sont multiples (à l'exception des sympathisants du Front national qui expriment naturellement un degré d'attente moindre que la moyenne à son égard), elles concernent en premier lieu, **dans le prolongement des attentes exprimées au niveau national, l'économie et l'emploi.** Or, l'action de l'Union sur ces dossiers jugés extrêmement prioritaires, se révèle largement insatisfaisante, notamment à l'égard de la lutte contre la crise économique, du maintien et du développement de l'emploi, et concernant également la limitation des déficits et des dettes publiques. Si la politique budgétaire émanant de l'Union est sensiblement plus reconnue, elle est toutefois vivement critiquée, jugée satisfaisante par moins de trois Français sur dix.

4. L'économie, l'emploi et la protection sociale au cœur du scrutin.

Interrogés sur les thématiques qui compteront le plus dans leur vote aux prochaines élections européennes, **les Français placent en tête de leur motivation, loin devant le reste, l'emploi (50% des citations).** Sont ensuite cités à des niveaux élevés, **la protection sociale (38%), l'économie (37%) et dans une moindre mesure les déficits, dettes publiques (29%).** Si l'immigration émerge également comme un déterminant de vote important (31%), ce thème apparaît toutefois comme plus secondaire au regard du poids des dimensions économiques et sociales et des attentes qu'elles cristallisent.

Au final, la hiérarchie des éléments à même de structurer ce vote se révèlent sensiblement identiques à ce que l'on relève pour les scrutins nationaux, ne laissant que peu de place aux spécificités européennes (l'Euro est cité à hauteur de 22% seulement, l'agriculture 9%).

L'emploi s'impose comme un thème commun à l'ensemble des électors, cités par 50 à 60% au sein de chacun d'entre eux, à l'exception d'EELV, plus sensibles aux inégalités sociales (49% contre 35% pour l'emploi). Plus en détail, on relève que la protection sociale comptera *a priori* davantage dans le vote des électeurs de gauche, l'économie dans celui des électeurs de droite et du centre, l'immigration pour l'électorat de droite et d'extrême droite. Si cette motivation reste importante (72%) aux côtés de la sécurité (39%) pour les électeurs du Front National, la thématique de l'emploi occupe désormais une place non négligeable (63%), conséquence d'une évolution du discours du parti au cours des dernières années.

5. Un vote dans la droite lignée des scrutins nationaux

Un Français sur deux indique qu'il votera avant tout en fonction d'enjeux nationaux contre 49% qui le feront au regard d'enjeux européens. La tentation de nationaliser le scrutin est bien réelle voire majoritaire auprès des femmes (56%) et des catégories modestes (67%) et de manière logique au sein des proches de l'UMP (61%) et de ceux du Front national (73%). Si les sympathisants de gauche (61%) et de l'UDI-Modem (70%) sont plus enclins à voter en fonction d'enjeux européens, une part non négligeable d'entre eux entend toutefois tenir compte prioritairement d'enjeux nationaux.

La volonté de sanctionner le gouvernement et la politique de François Hollande s'établit à un niveau élevé. 30% des électeurs ont l'intention d'exprimer leur insatisfaction à l'égard de François Hollande et du gouvernement à l'occasion de ce scrutin, soit + 10 points par rapport à ce que l'on mesurait lors des récentes élections municipales. 64% déclarent que leur vote sera déconnecté du jugement qu'il porte au niveau national. L'intention d'adresser un soutien à l'exécutif à travers ce vote est très faible (5%), sensiblement plus élevé au sein de l'électorat PS tout en restant largement minoritaire (21%).

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un acteur historique du marché des études et le Groupe est présent dans le monde entier. La structure française, dirigée par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts :

Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr